



THE REPUBLIC OF CYPRUS
LA REPUBLIQUE DE CHYPRE



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 5 septembre 2011

FFD (2011) 4.1B

Forum du Conseil de l'Europe pour l'avenir de la démocratie

**13-14 octobre 2011
Limassol, Chypre**

L'interdépendance de la démocratie et de la cohésion sociale : Renforcer la représentation et la participation démocratique par le dialogue public et l'engagement civique

**Document de réflexion pour la séance de travail 1B :
Favoriser le dialogue civique et la solidarité sociale
pour le bien-être de tous**

Document établi par
Guy STANDING,
Professeur de sécurité économique, Université de Bath, Royaume-Uni
et coprésident du Basic Income Earth Network (BIEN)

*Les vues exprimées dans ce document sont de la responsabilité de l'auteur
et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe*

1. Introduction

Nous traversons un moment de crise dans la transformation mondiale, analogue à la *Grande transformation* du XX^e siècle évoquée par Karl Polanyi. Le néolibéralisme, qui a présidé à la phase de « désenclavement » de la transformation, connue sous le nom de « mondialisation », a cherché à créer une société de marché mondiale dans laquelle les principes de marchandisation ont été étendus à tous les domaines de la vie possibles, notamment au système éducatif, à la vie de famille, à la formation professionnelle et à la politique sociale.¹ Le crash financier de 2007-2008 a marqué son déclin, et depuis lors il vacille, ouvrant la voie à quelques scénarios politiques très déplaisants.

La mondialisation a été une période de *re-régulation* (et non pas de dérégulation), de redistribution régressive, les revenus s'effaçant au profit du capital, et dans laquelle les différentes formes d'inégalités se sont renforcées, alors même que l'*insécurité* économique devenait omniprésente. Cela a créé une société du risque, dans laquelle les risques et l'incertitude ont été transférés vers les citoyens, tout en augmentant considérablement. Point crucial, le néolibéralisme a eu, semble-t-il, pour principe essentiel de détruire toutes les formes de structures collectives et, par conséquent, toutes les formes de *solidarité sociale*.

L'effondrement des institutions collectives de négociation et de représentation qui s'en est suivi n'était pas un accident ; les économistes et autres guides spirituels et instigateurs de l'ère de la mondialisation l'avaient clairement souhaité, notamment Friedrich Hayek, Milton Friedman et leurs collègues de la Société du Mont Pèlerin².

Le système de marché néolibéral diffère de l'économie libérale de marché envisagée par Adam Smith et d'autres économistes. Il met essentiellement l'accent sur la *compétitivité* et l'*individualisme*. Les structures collectives sont présentées comme antitrust, intrinsèquement monopolistiques et génératrices de rentes de situation. Mais l'aspiration à démanteler ces structures dans l'ère de la mondialisation avait un objectif profondément idéologique, à savoir affaiblir les capacités de représentation et de négociation des groupes vulnérables et des groupes désireux de modérer les forces du marché.

Le présent exposé a pour contexte le lendemain de trois décennies de mondialisation, pendant lesquelles la politique a été façonnée par le processus de *fragmentation des classes* qui a eu lieu, et en particulier par l'émergence d'un précaire mondial. Il vise à engager une réflexion sur les formes de démocratie possibles et souhaitables pour le XXI^e siècle en Europe et dans le monde. Il part du principe que les innovations démocratiques doivent être en accord avec la structure de classe de la société telle qu'elle se profile aujourd'hui et qu'elles doivent permettre aux groupes les plus vulnérables de participer démocratiquement dans les domaines qui présentent le plus d'importance pour eux.

2. La fragmentation des classes et le précaire

Pendant l'ère de la mondialisation, un processus de fragmentation des classes a eu lieu, créant un certain nombre d'obstacles à la gouvernance démocratique. En haut de l'échelle des revenus, à côté des représentants traditionnels du capital, une *élite* absurdement riche et puissante est apparue, qui, en

¹ La marchandisation peut être définie comme le fait de soumettre une activité ou un bien aux forces du marché de l'offre et de la demande, sans qu'il y ait conscience de l'action accomplie ou sans qu'il y ait de voix susceptible de l'emporter sur les forces du marché.

² Pour une analyse de leurs thèses et de leur influence, voir G. Standing, *Work after Globalisation: Building Occupational Citizenship* (Cheltenham and New York, Elgar, 2009), chapitre 1.

tant que citoyenne du monde, s'est révélée capable et avide d'influencer les gouvernements où elle le pouvait. Pendant plusieurs décennies, cette élite, des multimilliardaires de la Silicon Valley aux oligarques de Russie et d'Ukraine, en passant par les dirigeants de fonds spéculatifs et les magnats de l'immobilier, a dominé le discours politique. Aucun Premier ministre ou Président potentiel d'un pays européen ne s'est risqué à heurter leur susceptibilité et presque tous les responsables politiques s'empressent de les courtiser. Cette élite est pratiquement détachée de tout Etat nation et, à moins qu'elle ne favorise ses intérêts à long terme, n'a que faire de la démocratie nationale ou locale. De temps en temps, l'un des siens a des démêlés avec la justice. Cependant, restreindre son pouvoir politique et économique collectif devrait être un objectif central de toute démocratisation.

Si la phase de « réenclavement » de la transformation mondiale doit avoir lieu, il s'agira de procéder à une « re-régulation » en faveur de nouvelles formes de solidarité sociale, de reconstruire la protection sociale afin qu'elle réponde aux besoins de la nouvelle *classe de masse* créée par le système économique, et de redistribuer les principales ressources en sa faveur, afin de mettre un terme à la croissance inédite des inégalités survenue pendant l'ère de la mondialisation.

Sur le plan des revenus, des richesses et de l'influence politique, en dessous de l'élite et des autres représentants du capital financier et productif se trouve le *salariat*, à savoir les personnes qui bénéficient de revenus supérieurs aux revenus moyens, mais aussi d'un large éventail d'avantages garantis par leur entreprise et d'une sécurité de l'emploi. Ce groupe se réduit et est fortement menacé, atteint par la crise financière, par les mesures d'austérité et par l'extension de la flexibilité du marché du travail à ses rangs. C'est le cas en particulier en Grèce, mais le salariat se réduit partout ailleurs.

Bien que beaucoup d'entre eux soient menacés de tomber plus bas dans l'échelle sociale, certains membres du salariat ont déjà rejoint la troisième force sociale, à savoir le groupe des « proficiens »^{ndt}, dotés d'importantes compétences techniques et émotionnelles qui leur permettent de se vendre en tant qu'entrepreneurs et vivant de leur intelligence et de leurs relations, généralement de manière opportuniste. Ce groupe, bien qu'en expansion, est de taille réduite et de tendance politique plutôt libérale, voire conservatrice : il est favorable à une faible imposition et tient à limiter les obstacles à son enrichissement.

En dessous du salariat et des « proficiens » se trouve l'ancienne classe ouvrière, le *prolétariat*, en diminution depuis plusieurs décennies. On pourrait presque dire que la démocratie construite au XX^e siècle a été conçue pour satisfaire cette classe, tout comme l'Etat providence sous ses diverses formes. Les syndicats ont élaboré un programme travailliste et les partis socio-démocrates se sont efforcés de le mettre en œuvre. En exagérant un peu, on pourrait dire que ce programme n'a plus de légitimité au XXI^e siècle, dans la mesure où le prolétariat industriel fait désormais partie de notre histoire.

En dessous du prolétariat en voie de disparition, une nouvelle classe a fait son apparition : le *précariat*. En cours de formation, ce groupe connaît des divisions internes, comme en a connu le prolétariat à ses débuts et, à divers égards, par la suite. C'est à cause de ces divisions internes qu'elle représente la nouvelle *classe dangereuse* et qu'il est absolument essentiel de la comprendre avant tout débat sur la démocratie.

^{ndt} Terme formé à partir des mots « professionnel » et « technicien », soit en anglais “profician” (“professional “ et “technician”)

Grosso modo, le précarariat est constitué de millions de personnes ayant un emploi précaire, un logement précaire et des droits sociaux précaires. Ces personnes n'ont pas d'identité professionnelle solide et n'appartiennent à aucune grande *communauté professionnelle* possédant une *mémoire sociale* établie susceptible de leur offrir un ancrage fondé sur des normes éthiques. Enjoins d'être « souples » et « employables », les membres du précarariat sont incités à agir de manière opportuniste. Ils sont pour la plupart des « citoyens de seconde zone »^{ndt}, en ce qu'ils jouissent d'un éventail de droits effectifs plus limités que les citoyens³.

Le précarariat peut être divisé en trois principales catégories, qui sont toutes détachées de la démocratie politique à l'ancienne, et qui ne peuvent aisément se rattacher à la *démocratie industrielle* ou à la *démocratie économique* du XX^e siècle, telles qu'elles sont pratiquées en Scandinavie, par exemple. La première catégorie est constituée d'anciens membres de la classe ouvrière sombrant peu à peu dans une zone de précarité, la deuxième est formée de jeunes surdiplômés juste sortis du système scolaire et voués à occuper leur vie durant des emplois « flexibles » et la troisième regroupe les *citoyens de seconde zone*, étrangers ou non, comme ceux que l'on considère comme *délinquants*, et qui, en raison de leur statut, ne jouissent pas de l'intégralité des droits accordés aux citoyens.

En général, le précarariat est coupé des circuits classiques de l'accumulation du capital et de la logique de négociation collective entre, d'une part, les entreprises ou d'autres types d'employeurs – en tant que capital – et, d'autre part, les travailleurs – en tant que fournisseurs stables d'un travail stable. Le précarariat ne peut se sentir représenté par aucun parti politique de classe tel qu'il en existe actuellement, y compris par les partis socio-démocrates, et ne peut se retrouver dans les anciennes notions conçues pour des *lieux de travail fixe*, piliers de la démocratie industrielle telle qu'imaginée au XX^e siècle, voire avant cette période.

Le précarariat n'est pas une sous-classe ou un *lumpenproletariat*. Si c'était le cas, il serait possible de le laisser de côté, en tant que frange politique constituée d'inadaptés souffrant de maladies sociales à réinsérer dans la société. Les gouvernements ont été tentés de réagir de la sorte. Cette attitude peut fonctionner pendant un temps en limitant les comportements perturbateurs, mais elle ne peut pas fonctionner longtemps parce que la structure socio-économique, les institutions et les politiques finiront par reproduire le phénomène.

Cela ne signifie pas pour autant qu'une partie du précarariat n'est pas en train de sombrer dans ce que l'on pourrait appeler un *lumpen precariat*, incapable de survivre dans un monde qui ne lui offre que des emplois, des aptitudes et des vies précaires. De fait, ils sont nombreux à rejoindre des bandes, à tomber dans la clochardisation ou à succomber à une forme ou à une autre de dépendance. Cependant, il est essentiel de comprendre que le précarariat est un groupe dont l'existence est souhaitée par le capitalisme mondial. S'il y a toujours eu des personnes vivant une existence précaire, le précarariat d'aujourd'hui fait partie intégrante du système de production, avec des relations de production et des formes de précarités spécifiques. C'est pourquoi il me semble judicieux de décrire ce phénomène en termes de classes et c'est pourquoi nous devrions réfléchir à l'évolution de nos démocraties en termes de précarariat. Il s'agit d'une classe dangereuse précisément parce que les trois catégories qui la

^{ndt} En anglais, “denizens”.

³ Voir G.Standing, *The Precariat – The New Dangerous Class* (London and New York, 2011).

composent ne se retrouvent pas dans les discours politiques conventionnels tels qu'on les concevait au XX^e siècle.

3. La marchandisation de la politique – Le rétrécissement de la démocratie

Ceux qui croient en la démocratie doivent faire face à deux tendances déplaisantes – la marchandisation de la politique (et des hommes et femmes politiques) et le rétrécissement de la démocratie. Le rétrécissement de la démocratie résulte d'une moindre participation aux activités politiques, notamment aux partis politiques, dont le nombre d'adhérents s'est considérablement réduit par rapport aux précédentes décennies. Cette tendance se reflète dans la baisse de la participation aux élections, surtout à la plupart des élections européennes, et dans le faible pourcentage de jeunes qui prennent la peine d'aller voter, augmentant ainsi la moyenne d'âge de l'électeur moyen, et incitant de fait la classe politique à favoriser les plus âgés. Les acteurs politiques savent en effet que ce sont essentiellement les personnes âgées et la classe moyenne qui votent, et se plient donc à leurs exigences.

Le rétrécissement de la démocratie résulte également du rétrécissement des sphères de la gouvernance démocratique, de nombreuses questions autrefois contrôlées par le politique étant désormais gérées par des experts ou des financiers, qui se trouvent être favorables aux groupes puissants de la société. Par exemple, en 1997, le nouveau Gouvernement britannique a confié la responsabilité de la politique monétaire, qui incombait au Parlement, à la Bank of England, réduisant ainsi la responsabilité démocratique dans un domaine majeur de la politique économique, et privilégiant incidemment le capital financier en lui permettant de veiller sur ses propres intérêts. D'autres gouvernements ont fait des démarches similaires.

Plus inquiétant encore, dans toute l'Europe, la *réglementation des activités professionnelles* – de nos vies professionnelles – autrefois assurée par des groupes issus des professions elles-mêmes, est passée aux mains des ministères des finances ou de comités sous influence extérieure. Parallèlement, deux instances non démocratiques, soit l'Organisation mondiale du commerce et la Cour de justice de l'Union européenne, ont acquis un rôle de surveillance croissant, cette dernière étant tenue d'appliquer des principes de marché, et non pas des principes démocratiques ou de solidarité sociale⁴. On pourrait donner bien d'autres exemples du rétrécissement de l'architecture sociale de la démocratie.

En ce qui concerne la marchandisation de la politique, elle découle de l'abandon de la politique de classe du capitalisme industriel, de la croissance des inégalités, dans le cadre de laquelle l'élite a pu façonner la politique grâce à son argent, et de l'émergence de la profession d'« homme ou de femme politique », dont le but est d'être financé et élu pour lancer une carrière lucrative. L'aspirant homme politique moderne doit se vendre, généralement après une période passée au sein d'un groupe de réflexion d'un parti, à titre de *rite de passage*. La capacité à lever des fonds et à employer des spécialistes en relations publiques, à même de remodeler une voix et une apparence et de produire des petites phrases et un langage gestuel, ne fait pas seulement partie de la marchandisation de la politique, elle fleurit sur l'infantilisation politique des masses.

Nombreux sont ceux qui comprennent intuitivement ce qui est en train de se passer, ce qui contribue en soi au rétrécissement de la démocratie. En effet, ils ont le sentiment d'assister à un jeu commercial

⁴ Pour en savoir plus sur cette évolution, voir l'analyse proposée dans Standing, 2009, op.cit.

indigne de leur attention. Les millions de personnes qui forment le précaire ou s'en rapprochent n'ont pas d'allégeance envers les partis socio-démocrates à l'ancienne et sont structurellement opposées aux partis démocrates-chrétiens ou aux partis conservateurs patriciens qui représentent l'élite, la classe moyenne et les intérêts du salariat (ou du moins s'en méfient). Cela fait du précaire un groupe sans attaches politiques, tout aussi nomade sur le plan politique qu'il l'est dans la vie de tous les jours. Etant de moins en moins considérés comme des citoyens à part entière sur le plan social et économique, beaucoup se considèrent aussi comme tels sur le plan politique : n'ayant personne pour les représenter sur l'échiquier politique ordinaire, ils sont de fait privés de droits effectifs.

En bref, trois directions s'offrent aux différents groupes qui composent le précaire : le *populisme atavique*, le *détachement anarchiste* et le *progressisme idéaliste* (ou *progressisme utopiste*). Dans toute l'Europe, chacun de ces courants gagne du terrain.

La tendance *populiste atavique* se distingue par un soutien croissant aux partis néo-fascistes et aux démagogues populistes, certains membres de l'élite ayant favorisé cette tendance en jouant sur les peurs ressenties par les membres du précaire, présentant le gouvernement comme étranger et les étrangers vivant parmi eux (immigrés, Roms, musulmans, etc.) comme la cause immédiate de leur insécurité. Le *détachement anarchique* se manifeste par un comportement anémique et antisocial, par les incendies provoqués dans les villes du Royaume-Uni, par des maladies sociales et par une perte de confiance dans la politique en général.

Le courant *progressiste idéaliste* s'est exprimé dans les défilés Euromayday organisés dans au moins 25 villes européennes au cours des dernières années. Malheureusement, à ce jour, les médias dominants, les organismes internationaux, les spécialistes des sciences sociales du courant dominant et les dirigeants politiques n'ont pas écouté cette troisième voix ou ont donné l'impression de ne pas l'avoir entendue.

4. Démocratie et *skholê*

L'un des plus grands enjeux de la démocratie du XXI^e siècle est la perte généralisée du *contrôle sur le temps*, notamment au sein du précaire, et l'érosion résultante de ce que les anciens Grecs appelaient la *skholê*, qui signifie à la fois école et *loisir*, au sens d'une participation réfléchie et active à la sphère publique de la *polis*. Le problème est que le précaire n'est ni préparé à la *skholê* – l'instruction qui lui est proposée étant de plus en plus une instruction marchandisée, qui minimise l'importance de la culture, de l'histoire, des beaux-arts et du savoir subversif – ni stimulé ou motivé pour participer à la vie constructive de la politique. Au contraire, on attend de lui qu'il travaille avec souplesse, qu'il fasse du shopping, qu'il consomme et qu'il joue⁵.

Pour mieux comprendre mes propos, il convient de revenir sur la distinction que les Grecs établissaient entre « travail » et « œuvre » et entre « jeu » et « loisir ». Au XX^e siècle, les socio-démocrates sont tombés dans le piège consistant à mettre le *travail* sur un piédestal, favorisant l'avènement de ce que redoutait Hannah Arendt, la « société des travailleurs ». Toute œuvre qui n'est

⁵ Une fois infantilisé sur le plan politique, on peut lui poser des questions simplistes dans les sondages et lui demander de donner des réponses rapides sans prendre le temps de la réflexion, qui seront présentées comme le reflet de « l'opinion publique ». Les hommes ou femmes politiques n'ont alors plus qu'à répéter comme des perroquets ce que leurs « électeurs » veulent entendre. Si ce n'est pas là une méthode pour démocratiser les préjugés, on ne pourrait en imaginer une meilleure.

pas travail a ainsi disparu des représentations statistiques de la vie et a été marginalisée dans les politiques sociales, qui ont toujours été dominées par des spécialistes en sciences sociales imprégnés par les traditions et les valeurs travaillistes. Plus scandaleux, le travail accompli essentiellement par les femmes, comme s'occuper d'autrui et les tâches ménagères, a disparu des statistiques. Aujourd'hui, les spécialistes des sciences sociales du courant dominant, en particulier les hommes, continuent d'adhérer à cette pratique artificielle et sexiste.

Cette pratique est en train de devenir encore moins défendable, dans la mesure où, dans une société de marché tertiaire (fondée sur les services), ce qu'il conviendrait d'appeler « le travail pour le travail » est en constante augmentation, soit une large variété de tâches qui doivent être effectuées ou devraient être effectuées pour pouvoir fonctionner dans une économie de marché, dans le cadre de marchés du travail flexibles et pour répondre aux demandes des structures bureaucratiques qui empiètent sur nos vies. Le précaire doit effectuer une quantité disproportionnée de ce « travail pour le travail », même si la classe politique les qualifie d'« inactifs » et si de nombreux responsables politiques de la classe moyenne disent qu'ils souffrent d'une « culture du désœuvrement ».

Mais quel rapport tout cela a-t-il avec le défi démocratique, le déficit démocratique et le rétrécissement de la démocratie ? Tout simplement, le temps dont nous disposons fait l'objet d'une compétition intense entre différentes demandes. Dans une société de marchandisation, la pression est incessante pour nous pousser à travailler et à consommer, à faire du shopping et à travailler de manière plus productive ou plus intense. La paresse est un péché moderne. C'est la voie vers le stress sociétal, une sorte de folie matérialiste. Toutes les grandes cultures ont eu besoin de personnes qui avaient du temps pour la paresse. Aristote fut le premier grand penseur à l'affirmer : l'*aergia* (paresse) est essentielle à la *skholê*. Nous devons lutter pour les deux.

Les personnes contraintes à travailler intensément et à fournir beaucoup de « travail pour le travail » ont toutes les chances de se trouver mentalement et physiquement épuisées. Pendant ce temps, la société de marché propose des jeux ou des divertissements illimités, des modes d'utilisation du temps passifs et abêtissants (demandant relativement peu d'efforts), pour la plupart devant des écrans électroniques. C'est la version moderne du « du pain et des jeux » romain, pour la plèbe d'aujourd'hui. Laissez les regarder le foot et jouer avec des avatars !

Cette compression des loisirs se traduit par un *syndrome collectif de déficit de l'attention*. Pire encore, elle crée le risque que les victimes de ce processus soient sensibles à l'appel de sirènes populistes qui les entraîneront vers des rochers politiques : lors de poussées collectives de discorde anarchique ou dans le sillage de démagogues populistes propageant des idées néofascistes ou de personnalités charismatiques colportant de délirants messages évangéliques.

Nous assistons à une propagation du néofascisme dans toute l'Europe, ainsi qu'en Amérique du Nord et au Japon. Il gagne du terrain autour de nous, tire vers lui les partis politiques de centre droit et entraîne les hommes et les femmes politiques toujours un peu plus vers la droite, dissimulant ainsi l'importance de la dérive vers l'extrême droite. Il n'est pas vrai cependant que l'ensemble ou la plupart des membres du précaire prennent ce chemin, ou que le soutien au néofascisme se développe uniquement dans ses rangs. Il se pourrait en effet que le soutien le plus ardent à ce type de populisme vienne de ceux qui *craignent* de tomber dans le précaire ou qui ont peur de ce que le précaire pourrait faire à leur confort matériel.

Le manque de *skholê* contribue à la marchandisation accélérée de la politique et à la dérive droitière des comportements électoraux. Ce tableau cauchemardesque ne peut que nous inciter à réfléchir à la manière d'accroître la *skholê* et de raviver ou de renforcer la *démocratie délibérative*.

5. Construire des réponses démocratiques

J'aimerais suggérer trois mesures, qu'il conviendrait de développer dans la perspective du précaire, toutes destinées à accroître la *skholê* et à raviver ou à renforcer la *démocratie délibérative*.

Premièrement, il nous faut un mouvement qui réclame une *gouvernance démocratique des activités professionnelles*, du travail au sens le plus riche. Au Moyen Age, pendant plusieurs siècles, le travail et les relations sociales en Europe ont été façonnés par les guildes. Ces dernières étaient certes imparfaites, hiérarchiques et enclines à générer des rentes de situation, mais elles ont créé et soutenu des communautés fondées sur des codes de déontologie et sur la solidarité sociale. Elles ont été détrônées dans la société industrielle, remplacées en partie par les syndicats, mais elles ont continué à jouer un rôle en fixant des normes. A l'ère de la mondialisation, l'autorégulation professionnelle a été remplacée par un système de délivrance de licences dominé par l'Etat et par une gouvernance technocratique favorable aux employeurs et aux consommateurs, qui, dans le même temps, ont fragmenté les professions et ont contribué à la baisse de la mobilité socioprofessionnelle⁶.

Actuellement, bon nombre de membres du précaire se voient systématiquement refuser l'entrée dans de nombreuses professions et, de ce fait, se voient privés de perspectives de mobilité sociale. Par exemple, les qualifications obtenues dans un endroit ne sont pas reconnues pour intégrer un métier ou une profession dans un autre endroit. Globalement, les systèmes de réglementation étatique des professions ont tranquillement bloqué la mobilité sociale pour ceux qui accèdent aux échelons les plus bas des professions. Nous devons adopter des principes de réglementation sociale à l'échelle européenne fondés sur les valeurs de mobilité sociale, de solidarité sociale et d'équité sociale avec la participation du précaire qui doit pouvoir donner son avis sur tous les aspects de la gouvernance démocratique du travail.

La deuxième proposition concerne la politique sociale, de plus en plus interventionniste, directive et moralisatrice et s'étendant à de plus en plus de domaines de la vie. A la différence des politiques de protection sociale, essentiellement guidées par le principe relativement simple de compensation d'une « interruption temporaire de la capacité à gagner sa vie » ou par les principes de l'assurance sociale, la politique sociale est désormais définie par les tenants du *paternalisme libertaire* ou de la nouvelle école de pensée connue sous le nom d'*économie comportementale*. C'est une menace pour la liberté.

Derrière cette évolution se cache un utilitarisme profondément ancré, qui tend à donner la priorité aux normes et au bonheur d'une majorité supposée. La dérive de la politique sociale en faveur du comportementalisme donne d'énormes pouvoirs discrétionnaires, voire arbitraires, aux bureaucrates, aux commerciaux et aux experts qui gravitent dans l'ombre du pouvoir. La politique sociale est en train de devenir pour partie *panoptique*, la surveillance des données venant s'ajouter aux dispositifs de

⁶ Les professions sont marchandisées dès lors qu'elles perdent la capacité à se reproduire et que la capacité à s'autoréguler leur est retirée et remise aux mains du marché ou d'institutions créées pour dicter aux professionnels comment ils doivent se conduire dans une logique de marché. Pour une discussion sur la manière dont les activités professionnelles ont été marchandisées à l'ère de la mondialisation, voir Standing, 2009, op.cit., chapitre 6, pages 147-79.

surveillance et aux gardiens de prison, et pour partie *thérapie*, manipulant l'esprit des gens, la thérapie cognitive comportementale étant une marotte populaire très appréciée des utilitaristes.

Pour mettre fin à cette dérive vers l'ingénierie sociale, il faudrait exiger que ceux qui sont le plus concernés par cette évolution et qui ont le plus besoin d'assistance puissent fermement faire entendre leur voix à l'intérieur des administrations et des institutions responsables de la politique sociale⁷. Nous prenons actuellement la direction opposée, avec la privatisation et la commercialisation de la politique sociale. Il nous faut un mouvement qui réclame une démocratisation de la politique sociale.

La troisième proposition consisterait à répondre à deux besoins majeurs dans nos sociétés de marché mondialisées : la sécurité socio-économique et la démocratie délibérative. Les personnes qui souffrent d'un sentiment d'insécurité chronique font de mauvais démocrates. En effet, les psychologues nous ont appris que les personnes très anxieuses perdaient le sens de l'*altruisme* et de la *solidarité sociale*. Elles tendaient aussi à devenir *intolérantes* et, partant, à se montrer favorables à ce que des mesures discriminatoires et punitives soient prises à l'encontre des « étrangers » ou de ceux qu'elles estiment « différents ».

La proposition serait d'offrir à tous les citoyens européens une sécurité financière de base par le versement d'une allocation mensuelle universelle. C'est le seul moyen d'assurer une sécurité de base dans une économie de libre marché, dans la mesure où le précaire ne peut accéder à l'assurance sociale et où l'assistance accordée en fonction des ressources conduit implacablement à un système coercitif d'allocations conditionnelles. Le revenu universel de base doit être reconnu en tant que droit économique. Une telle allocation de stabilisation, financée par l'imposition des riches, injecterait de l'argent dans l'économie pendant les périodes de récession et en retirerait pendant les périodes de forte croissance.

L'allocation devrait être universelle et versée à tous sans condition, hormis l'obligation de prendre l'engagement moral, au moment de l'admission au bénéfice de cette prestation, de voter aux élections nationales et locales et de participer à au moins une réunion publique locale par an, où tous les partis politiques enregistrés pourraient être représentés et questionnés par l'assistance.

Cet ensemble de propositions vise à remédier au déficit croissant de démocratie délibérative dont nous souffrons et à nous permettre de dégager du temps sur celui que nous consacrons au travail, à la consommation et aux loisirs pour pouvoir participer à la politique. Pour qu'une cohésion sociale puisse émerger en Europe, l'existence d'une démocratie délibérative à laquelle le précaire participerait pleinement est essentielle. Mais nous en sommes encore loin. Les inégalités et les divisions que l'on observe dans toute l'Europe sont tout aussi déstabilisantes que socialement et économiquement injustifiables.

Si les cris lancés par le précaire ne sont pas entendus et pris en compte dans le cadre d'une nouvelle politique du paradis, les frémissements observés dans les rues et sur les places de Grèce, d'Espagne, du Royaume-Uni et d'ailleurs ne seront que les signes avant-coureurs de mouvements de colère et de soulèvements beaucoup plus intenses. Étendre la démocratie délibérative pourrait être un moyen de désamorcer les tensions qui s'accumulent.

⁷ Ce que ne font pas les gouvernements en nommant des porte-parole officiels des groupes concernés au sein des conseils ou des comités décisionnaires. Il doit s'agir d'une voix collective et démocratique.